

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi après-midi, 20 novembre 2017

Chancellerie d'Etat

7 2017.RRGR.527 Motion 184-2017 PS-JS-PSA (Hügli, Biel/Bienne) Garantir la démocratie dans le canton de Berne – maintenir la diversité médiatique et les emplois!

N° de l'intervention:	184-2017
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	04.09.2017
Déposée par:	PS-JS-PSA (Hügli, Biel/Bienne) (porte-parole)
Cosignataires:	23
Urgence accordée: Oui	07.09.2017
N° d'ACE: 1132/2017	du 25 octobre 2017
Direction:	Chancellerie d'Etat

Garantir la démocratie dans le canton de Berne – maintenir la diversité médiatique et les emplois!

Le Conseil-exécutif est prié de prendre des mesures pour maintenir la diversité médiatique dans le canton de Berne, à savoir:

1. intervenir auprès du groupe de médias Tamedia afin d'exiger le maintien de la diversité médiatique dans le canton de Berne en poursuivant la publication de quotidiens indépendants au plan éditorial;
2. élaborer des mesures pour garantir les postes à long terme dans les groupes de médias concernés, afin que les médias puissent continuer à assumer leurs fonctions démocratiques;
3. développer des instruments d'encouragement direct et indirect des médias afin que le canton puisse soutenir la diversité éditoriale et médiatique dans les régions du canton de Berne.

Développement:

Le débat politique public est une nécessité absolue pour garantir un processus politique éclairé. Ce débat existe aujourd'hui dans divers forums: dans les journaux, à la télévision ou à la radio, ainsi que dans l'espace virtuel. Ainsi, ce mélange de médias permet à l'opinion publique de se former, certains citoyens privilégiant les médias en ligne et la télévision et d'autres les journaux et la radio.

Quel que soit le forum utilisé, la diversité des informations publiées et des opinions au sein de ce forum sont décisives pour le fonctionnement de la démocratie. C'est pourquoi il est inquiétant qu'un groupe de médias comme Tamedia puisse mettre en danger la diversité médiatique dans un canton sur simple décision du conseil d'administration.

Les quotidiens «Der Bund» et «Berner Zeitung», qui sont lus dans tout le canton, devraient à l'avenir écrits et produits par une rédaction unique, comme l'a décidé le conseil d'administration à Zurich. Les deux journaux, mais aussi tous les autres titres suisses alémaniques du groupe, ne se distingueraient plus que par la partie traitant l'information locale. L'espace du débat se réduirait alors comme peau de chagrin, et la diversité médiatique du canton s'en trouverait appauvrie.

Afin de garantir la qualité éditoriale nécessaire, il faut non seulement une véritable diversité éditoriale, mais aussi suffisamment de personnel, qui puisse remplir cette mission essentielle pour la démocratie à des bonnes conditions de travail et de salaire, et avec suffisamment de ressources.

Motivation de l'urgence: le 23 août 2017, l'entreprise Tamedia a annoncé une concentration massive des médias au sein de son groupe. La future production unique et centralisée des contenus, qui pourrait être mise en œuvre dès 2018, affecterait particulièrement le canton de Berne et ses deux quotidiens «Der Bund» et «Berner Zeitung», mais aussi d'autres titres comme le «Bieler Tagblatt».

Réponse du Conseil-exécutif

Point 1

Par courrier du 25 octobre 2017, le Conseil-exécutif a contacté le conseil d'administration de Tamedia SA afin d'organiser une rencontre. Il entend saisir l'occasion pour parler de la restructuration prévue et faire part de ses craintes quant à l'évolution mentionnée par la motion.

Point 2

La diversité des médias indépendants est, selon le Conseil-exécutif, un corollaire de la démocratie. Plus le nombre de rédactions indépendantes est important, meilleures sont les chances d'aboutir à une pluralité de positions et d'aborder les sujets sous des angles nouveaux. Une couverture médiatique large et diversifiée permet aux lecteurs et lectrices de se forger leur propre opinion. Cet objectif ne peut être atteint que si les rédactions disposent des ressources humaines suffisantes pour mener à bien des recherches approfondies. La création de ces conditions relève toutefois de l'initiative des maisons d'édition et non du canton. Le Conseil-exécutif propose par conséquent le rejet du point 2 de la motion. Il sera néanmoins mentionné lors de l'entretien avec la direction de la maison d'édition que la voie empruntée par Tamedia SA affaiblira à terme la position de Berne dans l'espace médiatique. Un appel sera en outre lancé à la direction pour qu'elle prenne ses responsabilités à l'égard du personnel.

Point 3

Le Conseil-exécutif s'oppose à tout encouragement direct des médias de la part du canton. Il partage sur ce point l'opinion de l'association des médias suisses (Médias Suisses) dans la mesure où il estime qu'une presse libre éditée par des maisons à l'assise solide est garantie non pas par des subventions, mais par de bonnes conditions générales. C'est la raison pour laquelle il soutient les efforts de la Confédération qui encourage les médias au moyen d'instruments indirects, en subventionnant la distribution postale notamment. Une mesure indirecte qui pourrait aussi être prise au niveau fédéral pour soutenir la presse serait l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée encore réduite. La possibilité de renforcer le soutien financier à l'Agence télégraphique suisse est en outre discutée au niveau fédéral.

Pour l'heure, le canton ne dispose pas des bases légales nécessaires pour encourager les médias. Le Conseil-exécutif est cependant prêt à examiner si, en sus des mesures fédérales existantes et débattues, d'autres types de soutien aux médias seraient concevables et, le cas échéant, leurs modalités. Il rappelle au demeurant que le Grand Conseil a enterré un projet de loi visant à encourager les médias en 1997.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: adoption et classement

Chiffre 2: rejet

Chiffre 3: adoption sous forme de postulat

Délibération groupée avec l'affaire 2017.RRGR.500

La présidente. Wir kommen zu den Traktanden 6 und 7 der Staatskanzlei, die gemeinsam beraten werden. Ich begrüsse hierzu ganz herzlich den Staatschreiber, Herrn Christoph Auer. Beide Vorstösse wurden von der Regierung ziffernweise beantwortet, und ich weiss vom Sprecher der zweiten Motion, jener der SP-JUSO-PSA, dass er mit den Anträgen des Regierungsrats einverstanden ist und Ziffer 2 zurückzieht. Aber lassen wir doch zunächst Grossrätin Imboden und Grossrat Hügli selber zu den Vorstössen Stellung nehmen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Man spricht von der sogenannten vierten Gewalt, wenn man in der politischen Auseinandersetzung über die Medien spricht. Die Medien nehmen sowohl demokratiepolitisch wie staatspolitisch eine zentrale Rolle in unserer Gesellschaft ein. Unabhängige publizistische Medien sind eine wichtige, wenn nicht gar zentrale Voraussetzung für das Funktionieren unserer Demokratie. Dies gilt besonders in föderalen Gesellschaften wie der Schweiz, mit ihrer direkter Demokratie und ihrer Mehrsprachigkeit, die zusätzlich hohe Anforderungen an die öffentliche Auseinandersetzung und Meinungsbildung stellt. Unabhängige Medien ermöglichen es, dass sich Bürgerinnen und Bürger sachgerecht über die Lage in der Welt, aber auch in ihrer Region informie-

ren, sich Meinungen bilden, Debatten führen, Kontroversen sehen, mitgestalten und letztlich als Staatsbürgerinnen und Staatsbürger Entscheidungen treffen können.

Damit die Medien dieser wichtigen Rolle gerecht werden können, braucht es gute Rahmenbedingungen für vielfältige und qualitativ hochstehende Medien. Wir wissen es alle: Die Medienlandschaft, nicht nur im Kanton Bern, sondern in der Schweiz und natürlich auch weltweit, ist einem grossen Wandel unterworfen. Die Digitalisierung, das Aufkommen kommerzieller Plattformen, Gratiszeitungen – sie alle setzen den traditionellen Geschäftsmodellen der Printmedien massiv zu und setzen diese unter Druck. Früher hat man eine Zeitung mit Abonnementen und Werbung bezahlt. Heute funktioniert dies leider nicht mehr so. Die Welt hat sich verändert. Ohne gezielte Medienförderung droht deshalb die Medienlandschaft schweizweit, aber auch in der Hauptstadtregion und im Kanton Bern stärker auszutrocknen. Wir haben es in der Westschweiz gesehen: Dort geriet die Zeitung «L'Hebdo» unter Druck, aber auch bei der Zeitung «Le Temps» gibt es Einbussen. Und auch im Kanton Bern wird sowohl bei «Der Bund» wie bei der «Berner Zeitung» ein Abbau befürchtet. Ich möchte hier aber darauf hinweisen, dass die vorliegende Motion explizit keine «Lex Tamedia» sein soll. Sie soll vielmehr weiterreichen.

Wir sind sehr froh darüber, dass unser Anliegen bei der Regierung wirklich auf offene Ohren gestossen ist, und dass sie bereit ist, es ernsthaft zu prüfen. Die Politik soll und muss hier Rahmenbedingungen zur Verfügung stellen, welche eben diese offene Medienpolitik möglich macht. Wir danken dem Regierungsrat dafür, dass er beim Verwaltungsrat der Tamedia AG interveniert und das Gespräch gesucht hat. Damit ist unserer Meinung nach Punkt 1 der Motion erfüllt, und wir sind damit einverstanden, diesen abschreiben zu lassen, selbst wenn wir das Resultat dieses Gesprächs noch nicht kennen.

In den Motionspunkten 2, 3 und 4 geht es darum, was der Kanton Bern darüber hinaus an kantonaler Medienförderung leisten kann. Er soll die Vielfalt fördern, aber auch die neu entstehenden Onlinemedien müssen berücksichtigt werden. Es geht hier nicht nur um die Printmedien. Es sollen direkte und indirekte Formen der Medienunterstützung geprüft werden. Ich betone bewusst «direkt» und «indirekt», weil sich der Regierungsrat in der Antwort explizit gegen direkte Förderinstrumente ausspricht. Unserer Meinung nach ist es wichtig, dass man unvoreingenommen alle Instrumente genau anschaut und anschliessend überlegt, was es im Kanton Bern braucht.

In der Antwort steht, dass die Regierung hier im Kanton Bern vor ziemlich genau 20 Jahren ein Medienförderungsgesetz vorgelegt hat, das keine Mehrheit fand. Wir sind froh, ist die Regierung bereit, zu prüfen, ob es nicht doch etwas in dieser Art braucht, und sie vielleicht ein neues Gesetz – welches dann vielleicht «Medienvielfaltsgesetz» und nicht «Medienförderungsgesetz» heissen könnte – an die Hand nehmen sollte. In anderen Ländern ist dies gang und gäbe. Es gibt mehrsprachige Länder – und ich denke, das ist ein wichtiger Aspekt – auch mit ländlichen Räumen, welche Printmedien, aber auch Onlinemedien gezielt unterstützen.

Ich komme zum Schluss. Uns ist es wichtig, dass man dieses Thema nun wirklich anpackt. Wir sind froh, dass die Regierung dies tut, und wir hoffen auf eine breite Unterstützung. Ich glaube, dies ist ein Anliegen, das überparteilich, unabhängig von der Parteicouleur, in unserer Demokratie wichtig ist.

La présidente. Das Wort hat Herr Hügli zur Begründung der zweiten Motion.

Daniel Hügli, Biel/Bienne (PS). Wir danken zunächst einmal für die Beantwortung der Motion, die doch sehr zufriedenstellend ausgefallen ist. Wie bereits erwähnt wurde, kann die SP-JUSO-PSA-Fraktion dem Antrag des Regierungsrats folgen. Was heisst dies? Wir sind in Punkt 1 einverstanden mit Annahme und gleichzeitiger Abschreibung. Der Regierungsrat hat dies anscheinend aufgenommen, und entsprechende Gespräche haben bereits stattgefunden oder werden noch stattfinden. Der Regierungsrat wird hier sicher weiterhin ein Auge darauf haben.

Den zweiten Punkt ziehe ich zurück, weil ich auch dort mit der Antwort zufrieden bin. Es braucht nicht nur Rahmenbedingungen für die Medien, sondern eben auch das entsprechende Personal, das nahe bei den Leuten und in den Regionen präsent ist. So kann das Personal direkt, aktuell und lokal darüber Bericht erstatten, was geschieht, und zwar insbesondere auch über das politische Geschehen hier im Kanton Bern. Auch in dieser Sache bin ich froh, hat der Regierungsrat dies aufgenommen und will darauf achten, dass möglichst auch das Personal erhalten bleibt. Punkt 3 wandle ich in ein Postulat. Es ist tatsächlich so, dass man diesen Punkt einmal so zur Prüfung überweisen kann. Der Regierungsrat muss dann abklären, welche Möglichkeiten vorhanden sind. Ich möchte dem Regierungsrat beliebt machen, sich diesbezüglich alle Optionen offenzuhalten und die Ent-

wicklungen zu beobachten. Er könnte allenfalls auch weitergehende Massnahmen ins Auge fassen und umsetzen, bzw. dem Grossen Rat vorschlagen. Zusammenfassend danken wir für die Antwort des Regierungsrats und freuen uns darauf, dass er nun aktiv wird. Wir sind gespannt darauf, was er uns dazu in nächster Zeit Konkretes wird berichten können. Wir sind einverstanden mit seinem Antrag: Punkt 1 Annahme und Abschreibung, Punkt 2 ist zurückgezogen und Punkt 3 wird in ein Postulat gewandelt.

Beat Giaume, Ittigen (PLR). Einiges wurde bereits gesagt zu den Trends und zum gegenwärtigen Umfeld. Die Gesellschaft ist im Wandel begriffen. Veränderungen geschehen schneller, als wir uns dies manchmal vorstellen. Internet und Social Media erreichen die Leute viel direkter und zeitnäher. Die gedruckte Presse steht, wie gesagt wurde, unter Druck. Massnahmen und Kreativität sind gefordert. Die Printmedien sind nun bereits von sich aus in die Social Media eingestiegen, online oder via Apps. Die Frage ist dann einfach, wo bei den Kurznachrichten dann noch ein Unterschied besteht. So erhalte ich beispielsweise in derselben Sekunde von «BZ», «Bund» und «20 Minuten» Push-Meldungen, und stelle fest, dass diese haargenau denselben Titel tragen und denselben Text beinhalten. Die Unterschiede sind dann vermutlich bei den Hintergrundberichten zu finden, nicht aber bei den News. Die Leserinnen und Leser haben ihr Verhalten mittlerweile geändert. Die Gratiszeitungen wurden erwähnt. Wenn wir uns morgens oder abends im ÖV umsehen, so lesen dort alle entweder Nachrichten auf ihrem Handy oder sie lesen Zeitung. Der Blick ist jedenfalls nicht mehr auf die Leute vis-à-vis gerichtet. Pendlerinnen und Pendler bestimmen so weitgehend den Konsum. Es gibt bei ihnen aber auch ein anderes Informationsverhalten als bei der restlichen Bevölkerung, die nicht pendelt. Kurzinformationen werden mittlerweile ja auch in Trams, Bussen und an Tankstellen angeboten. Es gibt inzwischen ein neues Unternehmen in Bern, «nau.ch», das mit 45 neuen Redaktorinnen und Redaktoren auf genau diesen Kanälen möglichst viel Lokales publizieren will.

Auf die Einnahmenrückgänge bei den Inseraten möchte ich nicht näher eingehen. Das kennen wir ebenso wie die Tatsache, dass die Zeitungsabonnemente durch das veränderte Konsumverhalten rückläufig sind.

Auf der anderen Seite möchten wir alle Medienvielfalt und Pressefreiheit, und wir wissen auch, dass unterschiedliche Medienberichte letztlich zu einer differenzierten eigenen Meinungsbildung beitragen können. Aber der Markt, das heisst eben die Bürgerinnen und Bürger, entscheiden, wie sie informiert werden möchten, und der Staat sollte nicht ins Unternehmertum eingreifen. Die direkte Medienförderung kommt deshalb aus liberaler Sicht nicht infrage, hier haben wir dieselbe Haltung wie die Regierung.

Auf den Punkt der Stellensicherung muss ich nicht mehr eingehen, weil dieser zurückgezogen wurde. Wir haben eine Differenz zur Regierungsantwort bei der Motion Imboden. Uns genügt es eigentlich, wenn gemäss Punkt 2 geprüft werden soll, wie durch indirekte Förderung die publizistische Medienvielfalt sichergestellt werden kann. Eine direkte Medienförderung lehnen wir auch hier in jedem Fall ab. In dem Sinne erübrigen sich aus unserer Sicht Abklärungen, wie sie gemäss den Punkten 3 und 4 des Vorstosses Imboden nach der Wandlung ins Postulat erfolgen sollen. Dies weil die FDP keine weiteren Untersuchungen der direkten Förderung von Onlinemedien wünscht, wie dies Punkt 3 fordert. Auch sollen entsprechend keine Finanzbedarfsabklärungen getroffen und keine Finanzierungsquellen oder ein Anpassungsbedarf auf gesetzlicher Ebene bereits im Voraus geprüft werden, wie es Punkt 4 vorsieht. Diese Fragen können aus unserer Sicht erst dann beantwortet werden, wenn es bezüglich der indirekten Medienförderung tatsächlich etwas zu klären geben sollte.

Wir sind auch angesichts des bevorstehenden EP 2018 nicht der Meinung, dass jetzt zwingend weitere Ausgaben nötig sind. Wir halten das zu diesem Zeitpunkt für eher ungünstig und fragwürdig. Wir bedauern natürlich auf der anderen Seite, wie dies auch schon gesagt wurde, dass im Medienbereich die Vielfalt verloren gehen könnte. Dies gerade in einem der bevölkerungsreichsten Kantone, der vielfältig ist und unterschiedliche Akzente setzt vom Oberland bis in den Oberrhein und bis in den Jura sowie in der Hauptstadtregion. Die beiden Motionen haben teilweise die richtige Stossrichtung. Wir danken in diesem Sinne auch für die Punkte, die bereits geklärt sind und worüber die Regierung mit der Tamedia Gespräche geführt hat oder noch führen will.

Die Haltung der FDP-Fraktion zur Motion Imboden lautet: Die Ziffern 1, 2 und 5 behandeln wir wie die Regierung. Die Ziffern 3 und 4 lehnen wir sowohl als Motion wie auch als Postulat ab. Bei der Motion SP-JUSO-PSA bleiben ja noch die Ziffern 1 und 3 erhalten. Dort ist unsere Haltung identisch mit derjenigen der Regierung.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Ich finde es interessant, dass wir uns gleich nach der Verteidigung mit zwei Vorstössen zum Thema Medienvielfalt befassen. Wir haben vorhin in der Eides- und Gelübdeformel gehört: «Ich gelobe» – bzw.: «Ich schwöre, die Verfassung streng zu befolgen [...]». Wir alle haben dies einmal geschworen oder gelobt, und in der Berner Kantonsverfassung steht, seit es diese gibt, Artikel 46, ein Medienartikel, mit dem Grundsatz: «Der Kanton unterstützt die Unabhängigkeit und Vielfalt der Informationen.» Und es gibt einen Gesetzgebungsauftrag, der bis heute nicht eingelöst ist.

Wie meine Fraktionskollegin gesagt hat, gab es bereits einmal einen Anlauf, um dieses Gesetz zu schaffen. Eine Expertenkommission unter dem Vorsitz des Professors und früheren Berner Ständerrats Zimmerli machte damals Vorschläge für eine direkte Förderung einer vielfältigen und unabhängigen Medienlandschaft im Kanton Bern. Die Vorschläge sahen zudem vor, dass für die Versorgung der Randgebiete mit eigenständigen Medien auch Beiträge bezahlt werden könnten. Aber wie gesagt wurden diese Expertenvorschläge durch den Entscheid des Grossen Rats vor 20 Jahren ins Archiv verbannt. Es kann heute offen bleiben, ob die damaligen Vorschläge heute noch die richtige Antwort auf die aktuellen Herausforderungen wären. Eindeutig ist die Politik heute aber gefordert, sich mit den fundamentalen Entwicklungen in der Medienwelt auseinanderzusetzen und Antworten zu geben auf die Gefahr, dass die Medienvielfalt – oder zumindest die Vielfalt gewisser Qualitätsmedien – verloren geht.

Die Situation ist heute wirklich anders als vor 20 Jahren. Sie gibt zu Besorgnis Anlass. Das zeigt beispielsweise auch die heutige Titelseite des «Bieler Tagblatt». (*L'orateur montre la première page mentionnée aux membres du Grand Conseil.*) Darauf erklärt der Chefredaktor den Leserinnen und Lesern – fast ein wenig verzweifelt –, das «Bieler Tagblatt» müsse den Abo-Preis überproportional erhöhen. Es handelt sich um die grösste Preiserhöhung in der Geschichte dieser Zeitung. Diese Preiserhöhung sei nötig, um eine unabhängige Berichterstattung für die Region Biel und Seeland zu erhalten. Weshalb erzähle ich Ihnen dies alles, wo es doch hier um zwei Vorstösse geht, die primär von Entscheidungen des Tamedia-Konzerns ausgelöst wurden? Weil es eben heute nicht darum geht, mit diesen Vorstössen bloss einen Wink an die Konzernzentrale in Zürich zu geben. Vielmehr geht es grundsätzlich um den aufgrund der vorhin angesprochenen Veränderungen bestehenden Handlungsbedarf. Die Medienvielfalt ist in Gefahr, weil die Werbung der Printmedien ins Internet abwandert, wo viele Informationen gratis herumschwirren; viele Informationen, aber auch viele Fake-News und Botschaften unter der Gürtellinie. Wir sind deshalb froh, ist der Regierungsrat bereit, über die Intervention beim Tamedia-Konzern hinaus zu prüfen, welche Möglichkeiten zur Förderung von vielfältigen und unabhängigen Medien auf Kantonsebene bestehen und ergriffen werden sollten. Wir finden aber auch, es sollten nicht nur die Möglichkeiten zur indirekten Medienförderung geprüft werden. Es soll vielmehr nochmals offen angeschaut werden, ob es eine direkte, gezielte Medienförderung braucht. Deshalb sind wir Grünen der Meinung, die Ziffern 2 bis 4 sollten als Motion überwiesen werden. Oder wenn sie als Postulat überwiesen würden, dann zumindest mit dem Wink an den Regierungsrat, er möge die direkte Medienförderung nicht von vornherein ausschliessen. Wenn man dies vor 20 Jahren getan hat, heisst das noch nicht, dass es auch heute noch richtig wäre.

Ich möchte aber auch noch darauf hinweisen, dass die Medienvielfalt im Kanton Bern nicht nur aufgrund der Entwicklung bei den Printmedien in Gefahr ist, sondern auch wegen einer Volksinitiative, die im nächsten März zur Abstimmung kommen wird. Wir sollten nicht vergessen, dass die viel diskutierten Gebühren für Radio und Fernsehen nicht nur den SRG-Medien zugutekommen und nicht nur viele Arbeitsplätze bei den SRG-Medien im Kanton Bern sichern. Diese Radio- und Fernsehgebühren kommen auch den lokalen Radiostationen zugute, wie «RaBe» hier in Bern, «BeO» im Oberland und «neo1» im Emmental, sowie den lokalen Fernsehstationen. Deshalb wäre mein Wunsch, dass wir nicht nur diese Vorstösse der Grünen und der SP-JUSO-PSA – soweit sie aufrechterhalten werden – annehmen, sondern im März ganz klar Nein zur «No Billag»-Initiative sagen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Wir haben es gehört: Die Motion wurde eingereicht, nachdem bekannt geworden war, dass die Tageszeitungen «Der Bund» und «Berner Zeitung» künftig von einer einzigen Redaktion geschrieben und produziert werden sollen. Dies hat der Verwaltungsrat in Zürich so entschieden. Diese beiden Zeitungen sollen sich also künftig nur noch im Lokalteil unterscheiden. Wir erinnern uns: Diese Situation haben wir kantonsintern nicht gleich, aber so ähnlich bereits einmal erlebt. «Berner Zeitung», «Berner Oberländer» und «Thuner Tagblatt», einst eigenständige Zeitungen, unterscheiden sich heute nur noch durch den Lokal- bzw.

Regionalteil voneinander. Der Rest ist identisch. Diese Situation führte dazu, dass diverse lokale Zeitungen entstanden, die nun näher am Bürger sind, weil sie aus der Region und für die Region schreiben. Ich möchte hier beispielsweise aus dem Oberland die «Jungfrau Zeitung» und den «Fru-tigländer» erwähnen. Dies sind lokale Zeitungen, die mittlerweile eine grosse Auflage haben, und die Leserinnen und Leser in der Region sind froh, dass sie ihre Informationen eben direkt aus der Umgebung erhalten. Auch muss ich sagen, dass diese Zeitungen uns Vertreterinnen und Vertretern des Grossen Rats sehr gut gesinnt sind. Wir pflegen einen guten Kontakt zum Oberland und werden auch immer wieder einzeln zu politischen Themen angehört. Die Tamedia AG will nun also «Der Bund» und «Berner Zeitung» in Zürich schreiben und produzieren, und ich muss sagen, das stört auch die BDP-Fraktion. Der Regierungsrat hat gemäss seiner Antwort bereits schriftlich beim Verwaltungsrat interveniert und sich dahingehend geäussert, die geplante Restrukturierung in einer Aussprache diskutieren zu wollen. Die BDP ist froh um diese Intervention und dankt dem Regierungsrat dafür.

Meine Vorredner haben es bereits gesagt: Die Medienlandschaft hat sich mit dem Internet, aber ganz sicher auch mit der Einführung der ersten Gratiszeitung «20 Minuten» massiv verändert. Zeitungen finanzieren sich mittels Abonnementen und Inseraten. Die Zahlen sinken jedoch bei diesen beiden Finanzierungsquellen, was die Arbeit erschwert. Bruno Vanoni hat vorhin das «Bieler Tagblatt» als Beispiel erwähnt. Ich frage jetzt nicht nach, wer hier im Rat noch ein Zeitungsabonnement hat und wer nicht. Ich frage auch nicht, wie viele von uns beim Zufahren regelmässig gratis die Zeitung «20 Minuten» lesen. Ich selber weigere mich standhaft, eine solche «20 Minuten»-Zeitung aus dem Kasten zu nehmen und zu lesen. Und dies aus genau dem Grund, dass eigentlich die Medienvielfalt auf dem Spiel steht. Fast alle von uns lesen Zeitungen auch online, oder zumindest die Schlagzeilen, denn man muss ja mittlerweile auch ein Abonnement lösen, wenn man dort die gesamten Artikel lesen möchte. Man merkt dabei, dass sich die finanziellen Ströme ein Stück weit von den Print- zu den Onlinemedien umlagern. Ergo haben wir alle es teilweise auch selber in der Hand, wie eine Zeitung längerfristig überleben soll. Und das hat letztlich – sicher nicht nur, aber auch – mit dem Standort der Redaktion zu tun.

Was mein Vorredner ebenfalls schon erwähnt hat, ist auch für die BDP problematisch: Printmedien wie auch fernsehmässig begeben wir uns je länger, je mehr Richtung Italien. Zeitungen werden wie im Monopoly-Spiel aufgekauft, und der Besitzer prägt dann den Inhalt. Das gefällt auch der BDP ganz sicher nicht. Die Pressefreiheit ist bei uns ein hohes Gut, und nach Möglichkeit soll sich der Staat nicht einmischen. Wenn es dann aber eine solche Situation gibt, wie sie sich eben aktuell darstellt, ist es sicher richtig und wichtig, dass sich der Regierungsrat gegen dieses Vorhaben wehrt. Dafür also nochmals besten Dank an den Regierungsrat. Eine unabhängige Medienlandschaft ist für uns wichtig. Aus diesem Grund unterstützt die BDP-Fraktion alle Punkte der Vorstösse so, wie es der Regierungsrat beantragt. Ich bin froh, wurde der Punkt betreffend die direkte Finanzierung der Medien zurückgezogen. Es geht natürlich nicht, dass der Kanton hier direkt finanziert. Einer möglichen indirekten Finanzierung, wie sie anhand eines Postulats geprüft werden soll, stehen wir offen gegenüber. Was aus Sicht der BDP aber ganz sicher nicht geht, wäre, wenn man sich seitens der Politik beim Stellenetat einmischen wollte. Das ist ein Unternehmen, wie jedes andere auch, und mit den Personalentscheiden eines Unternehmens muss sich allein dessen oberste Leitung auseinandersetzen.

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Die EVP teilt die Ansicht der beiden Motionäre in wesentlichen Punkten. Unabhängige publizistische Medien sind eine zentrale Voraussetzung für eine funktionierende Demokratie; dies nicht zuletzt in einem so heterogenen Staatswesen wie dem Kanton Bern. Die politische und gesellschaftliche Meinungsbildung hängt stark von einer unabhängigen und vielfältigen medialen Berichterstattung ab. Die Vielfalt stellt sicher, dass unterschiedliche Themen und Meinungen abgebildet werden. Ihre unerlässliche Aufgabe für die Meinungsbildung in der Demokratie können die Medien aber nur dann wahrnehmen, wenn auch ein qualitativ hochwertiger und kritischer Journalismus möglich bleibt. Dieser ist aber nicht gratis zu haben. Die Vielfalt und Qualität der Medien, insbesondere der traditionellen Abonnementszeitungen, ist durch Kostendruck und Strukturwandel bedroht. Ein Stichwort dazu ist die Umverteilung von Werbegeldern hin zu den Onlinemedien: Die Verluste aus dem Printbereich können nicht mit Werbegeldern für publizistische Angebote im Internet kompensiert werden. Hinzu kommt, dass die auflagestarken und werbetechnisch attraktiven Gratis-Pendlerzeitungen die Qualitätsmedien im Printbereich konkurrenzieren und ihnen wichtige Mittel entziehen.

Die Absicht der Tamedia, eine gemeinsame Zentralredaktion für mehrere Zeitungstitel zu schaffen, ist vor diesem Hintergrund zu sehen und entbehrt in diesem schwierigen Umfeld auch nicht einer gewissen betriebswirtschaftlichen Logik. Für die Politik stellt sich hier die Grundsatzfrage, ob der Staat eingreifen soll, um die Medienvielfalt im Kanton zu sichern. Die EVP ist klar der Meinung, es bestehe Handlungsbedarf und der Kanton dürfe in diesem wichtigen Bereich nicht abseits stehen. Es steht viel auf dem Spiel. Die Medien haben, wie bereits erwähnt wurde, eine wichtige Funktion in unserer Demokratie. Qualitätsmedien sind mehr als nur ein gewöhnliches Wirtschaftsgut. Und gemäss Artikel 46 der kantonalen Verfassung hat der Kanton die Unabhängigkeit und Vielfalt der Information zu unterstützen. Es besteht ein klares öffentliches Interesse an einer unabhängigen und vielfältigen Medienlandschaft.

Eine direkte Medienförderung durch den Staat, wie sie die Motionen fordern, lehnt die EVP allerdings ab. Eine direkte Unterstützung kann zu unerwünschten Verbandelungen und Abhängigkeiten führen. Die redaktionelle und journalistische Unabhängigkeit muss aber unbedingt und uneingeschränkt gewährleistet sein. Die Medien müssen ihre Funktion als sogenannte vierte Gewalt frei wahrnehmen können. Bei einer direkten Unterstützung wäre dies in Frage gestellt. Direkte Subventionen sind aber auch aus marktwirtschaftlicher Sicht eine problematische Sache. Der Staat soll und kann den Strukturwandel im Medienbereich nicht aufhalten. Aber der Staat soll und kann gute Rahmenbedingungen schaffen und Infrastrukturen fördern, damit sich die Medien unter den neuen Herausforderungen und Marktbedingungen bestmöglich weiterentwickeln und entfalten können und auch Innovationen möglich werden. Als weiterer wichtiger Punkt sollte sich die Medienförderung nicht einseitig auf bestimmte Mediengattungen oder -technologien beschränken. Daher befürworten wir auch ausdrücklich, dass der Regierungsrat unter Einbezug der Onlinemedien Möglichkeiten von indirekten staatlichen Fördermassnahmen im gesamten Medienbereich prüfen will. In diesem Sinne unterstützt die EVP die Haltung der Regierung in allen Punkten.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Was soll man noch sagen? Es wurde schon fast alles gesagt. Es ist schwierig: Wenn wir alle hier im Rat eine Lösung hätten, dann wüssten wir, was zu tun ist, und dann wäre dies längst geschehen. Auch wir sind uns natürlich des stattfindenden Wandels bewusst. Auch uns ist bewusst, welche demokratischen Auswirkungen dieser hat. Bald werden wir auf nationaler Ebene abstimmen müssen. Auch dort wird es um Medienförderung gehen. Auch ich habe heute Morgen den «Bieler Tägu» gelesen, und da hat es mich schon auch ein wenig gejuckt. Das ist alles nicht so einfach. Diese Geschäftsmodelle sind bisweilen etwas im Erodieren begriffen, und gleichwohl sind wir angewiesen auf guten, vor allem auch lokale Information. Einerseits sollten wir Politiker, andererseits aber auch die Bevölkerung darüber verfügen, um qualitativ gute Urteile fällen zu können. Was soll man sagen? – Wir sehen es eigentlich ähnlich wie die Regierung. Es ist sicherlich prüfenswert, deshalb haben wir uns innerhalb der glp-Fraktion auch dazu entschlossen, uns hinter die Regierung zu stellen und diese Prüfungsaufträge zu unterstützen. Hier nun gleich mit der grossen Kelle anzurichten, halten wir dann aber doch auch wieder für schwierig, selbst wenn es inhaltlich durchaus wichtig wäre. Es ist wohl sozusagen ein Abwägen. Wir hoffen jedoch, die Regierung werde uns aufgrund der Postulate, sollten diese überwiesen werden, Antworten dazu liefern können, wie man den Medienmarkt, der doch sehr zentral ist hier im Kanton Bern, längerfristig qualitativ hochstehend und diversifiziert aufrechterhalten kann.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Es ist effektiv interessant, jetzt, vor dem 4. März, hier im Grossen Rat diese Mediendebatte zu führen. Zu meiner Interessenbindung: Ich war bis 2015 Mitarbeiter beim Verein SRG SSR und musste mich deshalb beruflich mit der Medienpolitik in der Schweiz auseinandersetzen. Die Umwälzungen, die auch bei den Zeitungen und nicht nur im Fernseh- und Radiobereich stattfinden, sind massiv. Google und Facebook haben den Werbemarkt auch in der Schweiz total über den Haufen geworfen. Man kann also nicht sagen, es sei irgendjemand hier in der Schweiz allein für die Situation bei der Werbung verantwortlich. Vielmehr ist es die Globalisierung, in der Google, Facebook und andere Grosskonzerne die Werbegelder hier in der Schweiz abziehen. Dieses Geld fehlt dann bei den Inseraten unserer Tageszeitungen, aber beispielsweise auch unserer Anzeiger.

Ich danke dem Regierungsrat für seine sehr guten Antworten auf die beiden Vorstösse und auch für seine direkte Intervention bei der Tamedia, mit der er sich um den Medienplatz Bern kümmert. Das Medienmonopol von Tamedia ist massiv, wie wir bereits von meinen Vorrednerinnen und Vorrednern gehört haben. Das Medienunternehmen Tamedia wird von einer Familie geführt, die damit möglichst hohe Renditen erzielen möchte, sodass die Familie davon leben kann. Es ist natürlich ein

grosses Problem, wenn man rentable Zeitungen noch rentabler machen will und dann dafür solche Entscheide fällen muss, die letztendlich in gesamtstaatlicher Hinsicht schwierig sind. Denn wir haben ja gehört, wie wichtig die Medien für unsere Demokratie sind.

Der Abbau, die Entlassungen, die hier auf dem Platz Bern geplant sind, werden klar zu Qualitätseinbussen führen. Wir müssen uns deshalb nun hier einsetzen, so, wie es die Gesellschaft hier in Bern auch damals beim Erhalt der Zeitung «Der Bund» getan hat. Damals haben wir ja gemerkt, wie riesengross die Unterstützung war und was sie bewirken konnte. Es ist also ein klares öffentliches Interesse an den Medien in unserer Demokratie vorhanden, auch aus der Sicht unserer Fraktion. Deshalb ist es auch richtig, wie der Regierungsrat geantwortet hat. Er will prüfen, wie man die Medien im Kanton Bern fördern kann.

Wie gesagt wurde, soll man dabei nicht nur die Zeitungen fördern. Ungeachtet dessen, ob wir nun über direkte oder indirekte Medienförderung sprechen, sind damit nicht nur die Zeitungen gemeint, sondern insbesondere – und das ist zurzeit eben wohl das Wichtigste – auch die Angebote im Onlinebereich. Hier wird man natürlich auch verfolgen müssen, was die Diskussionen auf eidgenössischer Ebene ergeben werden. Denn dort wird diskutiert werden, was in einem neuen Mediengesetz enthalten sein soll.

Wir sehen ein, dass der Regierungsrat der Diskussion einer direkten Medienförderung skeptisch gegenübersteht. Das würde schwierig in Bezug auf die Unabhängigkeit der Medien. Wenn wir dann beispielsweise im EP darüber sprechen würden, bei welchen Medien wir Einsparungen machen möchten, würde vielleicht ein Ratsmitglied anführen, dass er oder sie gerade einen blöden Artikel gelesen habe, und aus diesem Grund vorschlage, man könne bei der entsprechenden Zeitung so und so viel aus dem Budget streichen. So bestünde die Gefahr, dass die Unabhängigkeit der Medien eingeschränkt würde. Deshalb ist es sicher wichtiger, über eine indirekte Medienförderung nachzudenken. Auf eidgenössischer Ebene haben wir ja dieses System, in dem eben indirekt über Gebühren finanziert wird, damit keine staatliche Einflussnahme möglich ist und die redaktionellen Inhalte unabhängig erarbeitet werden können. Wenn man die indirekte Medienförderung diskutiert, könnte ich mir auch vorstellen, dass man die Anzeiger, die es in allen Regionen gibt, mit einbezieht. Sie könnten vermehrt redaktionelle Inhalte publizieren und so zumindest dem Staat weitere Möglichkeiten zur Kommunikation mit der Bevölkerung bieten.

Der Link zur Abstimmung am 4. März wurde bereits gemacht. Wir können heute ein Zeichen setzen und diese Vorstösse annehmen, das ist klar. Ein noch grösseres Zeichen wäre es, wenn wir hier im Kanton Bern deutlich Nein sagen würden zur «No Billag»-Initiative. Denn diese Initiative würde punkto Medien noch viel mehr kaputt machen hier im Kanton Bern, als bereits kaputt gegangen ist. Ich darf daran erinnern: Wir haben im Berner Jura ein Korrespondentennetz, wir haben in Biel eine Station von RTS und in Bern, wo sämtliche Nachrichten für das Radio produziert werden, einen sehr starken Standort der SRG SSR. Dieser wäre in Gefahr, wenn am 4. März ein Ja resultieren würde. Daher lautet mein Appell an Sie, die «No Billag»-Initiative abzulehnen.

Zusammengefasst: Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist eine unabhängige und vielfältige Medienlandschaft sehr wichtig. Deshalb unterstützen wir die beiden Vorstösse wie vorgeschlagen. Vielen Dank, wenn Sie dies ebenfalls tun.

Verena Aebischer, Riffenmatt (UDC). Zur ersten Motion: Da meine Vorredner zum Inhalt der Motion schon umfangreich Stellung genommen haben, werde ich mich möglichst kurz fassen und auf die Haltung der SVP-Fraktion zu den einzelnen Ziffern eingehen. Wir sind der Meinung, dies sei ein wirtschaftliches Thema, deshalb sollte die Wirtschaft dies grundsätzlich selber regeln können. Die unter Ziffer 1 verlangte Intervention beim Medienunternehmen Tamedia wurde ja bereits aufgegriffen. Deshalb wird eine grosse Mehrheit der SVP-Fraktion Ziffer 1 wie von der Regierung empfohlen annehmen und gleichzeitig abschreiben. Bei Ziffer 2 sind wir, wie erwähnt, der Meinung, die Wirtschaft müsste dies selber regeln können. Eine Intervention des Kantons sowohl in direkter wie auch in indirekter Form ist daher aus unserer Sicht nicht nötig. Der Vorschlag der Regierung, die Annahme der Ziffer als Postulat, wird deshalb grossmehrheitlich abgelehnt, und entsprechend natürlich auch als Motion. Die Ziffern 3 und 4 werden von der SVP-Fraktion ebenfalls grossmehrheitlich sowohl als Motion wie auch als Postulat abgelehnt, da auch bei den Onlinemedien eine Förderung durch den Kanton nicht als sinnvoll erachtet wird. Zu Ziffer 5: Da die Untersuchung des Freiburger Modells für die Beantwortung der Motion bereits aufgegriffen wurde, wird die SVP-Fraktion diesen Punkt mit einer knappen Mehrheit ablehnen. Eine Minderheit stimmt einer Annahme bei gleichzeitiger Abstimmung zu.

Zum zweiten Vorstoss kann ich eigentlich wiederholen, was ich bereits gesagt habe. Bei Ziffer 1 ist die SVP ebenfalls grossmehrheitlich der Meinung, sie sollte angenommen und gleichzeitig abgeschrieben werden. Da wir wie gesagt weder für eine indirekte noch für eine direkte Medienförderung sind, werden wir in Ziffer 3 auch ein Postulat grossmehrheitlich ablehnen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die Entwicklung, dass im Zeitungsbereich die Vielfalt verloren geht, wird auch von der EDU-Fraktion bedauert. Aber wir betrachten es nicht als Staatsaufgabe, die Medienvielfalt künstlich sicherzustellen und insbesondere Tageszeitungen am Leben zu erhalten. Letztlich entscheidet auch hier der Konsument, was gefragt ist und was nicht, und damit auch, was rentabel ist und was nicht. Dass der Regierungsrat mit Gesprächen auf die Verantwortlichen zugeht, begrüssen wir. Aber alles, was auf eine staatliche Förderung der Medien hinausläuft, lehnen wir ab. Und im Hinblick auf unsere Finanzlage – beispielsweise auch auf das EP 2018 – lehnen wir zudem Abklärungen ab, mit welchen wir nur unsere Verwaltung beschäftigen und Kosten generieren. In diesem Sinne nehmen wir von beiden Motionen die Ziffern 1 an und ebenso Ziffer 5 der Motion Imboden, wobei wir diese Ziffer gleichzeitig abschreiben lassen möchten. Die restlichen Ziffern der Vorstösse lehnt unsere Fraktion auch in Postulatsform ab.

La présidente. Es konnten sich alle Fraktionen äussern, und ich habe keine Einzelsprecher gemeldet. Demnach hat Herr Staatschreiber Auer das Wort.

Christoph Auer, chancelier d'Etat. Ich möchte mich auch im Namen der Regierung zunächst einmal für die gute Debatte bedanken, die Sie geführt haben, und auch für die grossmehrheitliche Bestätigung der Haltung der Regierung, die ich gespürt habe. Ich kann der Debatte nicht mehr sehr viel beifügen, möchte aber einen Punkt noch etwas vertiefen. Dies vielleicht auch an die Adresse der SVP- und der EDU-Fraktion, die sich der Haltung der Regierung gegenüber eher negativ geäussert haben und finden, die Regierung müsse hier keine Prüfungen vornehmen. Folgendes möchte ich betonen: Wie bereits erwähnt wurde, leben wir in einer direkten Demokratie. Was heisst das? Es heisst, dass neben Ihnen, dem Grossen Rat, und neben dem Regierungsrat eben auch das Volk ein Staatsorgan ist. Dieses Staatsorgan trifft in unserem Staat die wichtigsten Entscheide. Es stimmt ab über Finanzbeiträge, die Verfassung und über Gesetze. Und das Volk als Staatsorgan kann dies nur tun, wenn es über qualitativ hochstehende Informationen verfügt, um diese Abstimmungen vorzunehmen. Deshalb ist es in dieser direkten Demokratie ganz besonders wichtig, dass wir vielfältige, aber auch qualitativ hochstehende journalistische Arbeit und Informationen erhalten. Aus diesem Grund ist das hier angesprochene Problem in der Tat ein ernsthaftes Problem. Man muss sich bewusst sein, dass die Schweizer Presse in den vergangenen 20 Jahren 1 Mrd. Franken an Werbeeinnahmen verloren hat. 1 Mrd. Franken sind in diesen 20 Jahren weggefallen und fehlen nun eben für den qualitativ hochstehenden Journalismus. Deshalb ist es aus Sicht der Regierung notwendig, dass man prüft, ob es auch auf kantonaler Ebene Möglichkeiten gibt, um zumindest indirekt dafür zu sorgen, dass der Journalismus weiterhin qualitativ hochwertig sein kann. Kann man gute Rahmenbedingungen schaffen mit indirekter Förderung? Wie diese indirekten Massnahmen aussehen, kann ich Ihnen heute noch nicht sagen, das wird die Regierung prüfen. Es kann beispielsweise die Verbesserung der Medienkompetenz unserer nächsten Generation sein, sodass die jungen Leute später eben auch wieder qualitativ hochstehenden Medien konsultieren und sich nicht bloss auf Social Media oder andere Medien verlassen, welche diese Qualität vielleicht nicht mehr aufweisen. Es könnten auch andere Massnahmen sein, beispielsweise gute Rahmenbedingungen steuerlicher Art oder hinsichtlich der Zustellung der Medien. Vielleicht kann man auf diese Weise etwas tun. Deshalb ist der Regierungsrat bereit, diejenigen Ziffern des Vorstosses, die er nicht abschreiben lassen will, als Postulat entgegenzu nehmen.

Eine direkte Medienförderung lehnt der Regierungsrat wie gesagt ab. Dies wiederum aus demselben Gedanken heraus, denn genau in unserer Demokratie ist es eben besonders wichtig, dass die Medien unabhängig sind. Sie alle kennen das Sprichwort: «Wes Brot ich ess des Lied ich sing.» Es bestünde die Gefahr, dass eine gewisse Abhängigkeit vom Geldgeber bestehen könnte, wenn Geld direkt an die Medien fliessen würde. Deshalb will der Regierungsrat eine direkte Medienförderung nicht weiter vertiefen. Ich bitte Sie, den Anträgen der Regierung zuzustimmen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Herzlichen Dank für die sehr interessante Diskussion. Ich glaube, grossmehrheitlich teilen wir dieselbe Sorge, und ich denke, wir werden auch eine Lösung finden, wie wir von kantonaler Seite Unterstützung bieten können, um die Medienvielfalt im Kanton

Bern zu gewährleisten. Ich möchte nur noch zwei Dinge ganz kurz betonen. Das eine richtet sich an die Adresse der SVP, welche ja die Frage stellt, ob dies überhaupt ein Staatsauftrag sei. In unserer Kantonsverfassung, Artikel 46, steht eben: «Der Kanton unterstützt die Unabhängigkeit und die Vielfalt der Information.» Und es wird ein Gesetzesauftrag formuliert. Also bitte ich doch diejenigen, welche sonst jeweils gerne die Verfassung anführen und sich als Verfassungsumsetzer sehen, den Vorstoss zu unterstützen. Denn hier geht es wirklich darum, den Auftrag in unserer Kantonsverfassung umzusetzen.

Dann noch zum zweiten Punkt. Ich finde es wichtig, dass jetzt wirklich alle Massnahmen geprüft werden. Wie gesagt wurde, entspricht der Expertenbericht des damaligen Ständerats Zimmerli heute vielleicht nicht mehr gerade dem State of the art. Viel hat sich getan. Es gibt viele neue, spannende und interessante Initiativen, wie man diese Unterstützung bieten könnte. Was wir wirklich nicht wollen, das kann ich hier festhalten: Ich will keine bernische «Prawda», die zu einer Art Leitorgan wird. Das ist nicht unser Interesse, weder das Meine, noch das der Grünen. Wir wollen nur unterstützende Massnahmen und keinen Eingriff in die Freiheit der Meinungsbildung oder in die publizistische Freiheit. Ich komme zum Schluss. Wir sind in Ziffer 1 und 5 einverstanden mit dem Antrag der Regierung, das heisst, mit der Abschreibung der Ziffern, wenn sie angenommen werden. Punkt 3 und 4 wandle ich in ein Postulat, damit der Regierungsrat wirklich die Möglichkeit erhält, diese Überprüfung breit vorzunehmen, wie er es vorgeschlagen hat. Und ich bitte darum, hierbei die Onlinemedien nicht zu vergessen. Es geht wirklich nicht nur um Printmedien, sondern auch um Onlinemedien, und hier sieht die Trennung zwischen direkter und indirekter Förderung vielleicht ein wenig anders aus. Wir sind gespannt und hoffen, die Regierung könne uns hier ein Paket zur Diskussion vorlegen – deshalb die Wandlung ins Postulat dieser Punkte.

La présidente. Grossrat Hügli verzichtet auf das Wort. Demnach kommen wir zur Abstimmung. Um sicher zu gehen, frage ich aber noch: Gibt es Einwände, wenn wir das Traktandum 6 so behandeln, wie es die Regierung vorschlägt? – Das ist der Fall, also stimmen wir ab. Wir beginnen mit Traktandum 6. Wer Ziffer 1 der Motion annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.500 174-2017; ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 128

Non 20

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer 1 angenommen. Wer der Abschreibung von Ziffer 1 zustimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.500 174-2017; classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption du classement

Oui 148

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer 1 einstimmig abgeschrieben. Wer Ziffer 2 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.500 174-2017; adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 100

Non 48

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer 2 als Postulat angenommen. Wer Ziffer 3 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.500 174-2017; adoption du ch. 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 86

Non 63

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer 3 als Postulat angenommen. Wer Ziffer 4 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.500 174-2017; adoption du ch. 4 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 85

Non 64

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer 4 als Postulat angenommen. Wer Ziffer 5 der Motion annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.500 174-2017; ch. 5)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 103

Non 43

Abstentions 3

La présidente. Sie haben Ziffer 5 der Motion angenommen. Wer Ziffer 5 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.500 174-2017; classement du ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Adoption du classement

Oui 149

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer 5 einstimmig abgeschrieben. Damit kommen wir zu den Abstimmungen über Traktandum 7. Der Motionär hat uns ja bereits gesagt, er sei mit den Anträgen der Regierung einverstanden. Auch hier gehen wir ziffernweise vor. Wer Ziffer 1 der Motion annimmt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.527 184-2017; ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 135

Non 14

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer 1 angenommen. Wer der Abschreibung von Ziffer 1 zustimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.527 184-2017; classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption du classement

Oui 147

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer 1 einstimmig abgeschrieben. Ziffer 2 ist zurückgezogen. Wer Ziffer 3 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (affaire 2017.RRGR.527 184-2017; adoption du ch. 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 99

Non 49

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer 3 als Postulat angenommen.